

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



ÉVOLUTIONS RÉCENTES DU DROIT DES ÉTRANGERS

- 506 Théorie générale des pouvoirs d'investigation :
l'investigation proactive
Mathias Murbach
- 512 Droit pénal et (bonne) gouvernance
Emmanuel Daoud
- 516 Prescription de l'action publique : quand la Cour de
cassation se prend pour le Conseil constitutionnel
Julie Gallois

DALLOZ

483 Éditorial

486 Au fil du mois

491 Dossier ÉVOLUTIONS RÉCENTES DU DROIT DES ÉTRANGERS



Les avatars de la pénalisation du droit des étrangers

par Claire Saas.....492

Délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers : controverses sur la légitimité d'un « délit d'humanité »

par Serge Slama.....496

Rétention administrative : schéma de la nouvelle procédure

Schéma.....501

Les politiques criminelles en matière d'immigration irrégulière à l'épreuve du droit de l'Union européenne : quelque réflexion sur l'après *Et Dridi* au regard des expériences italienne et française

par Luca d'Ambrosio.....502

506 Pratiques

Théorie générale des pouvoirs d'investigation : l'investigation proactive
par Mathias Murbach.....506

Droit pénal et (bonne) gouvernance

par Emmanuel Daoud avec le concours de Camille Franceschi.....512

516 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : Ass. plén., 20 mai 2011

Prescription de l'action publique : quand la Cour de cassation se prend pour le Conseil constitutionnel

par Julie Gallois.....516

Pénal-général

PRINCIPE D'ÉGALITÉ

Est contraire au principe d'égalité devant la loi pénale, le fait d'avoir pour une même infraction une différence de traitement à travers deux articles prévoyant un régime distinct

Cons. const., 9 sept. 2011, n° 2011-161-QPC.....521

Infractions

ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE

Diffusion de paroles prononcées à titre confidentiel : atteinte à l'intimité de la vie privée

Civ. 1^{er}, 6 oct. 2011, n° 10-21.822.....522

ESCROQUERIE

L'émission de chèques sans provision, un mensonge intrinsèquement punissable

Crim 1^{er} juin 2011, n° 10-83.568.....523

Procédure pénale

ACTION CIVILE

Irrecevabilité de l'action civile d'un syndicat professionnel

Crim. 10 mai 2011, n° 10-84.037.....525

AMENDE FORFAITAIRE

Le Conseil constitutionnel valide « l'amende plancher »

Cons. const., 16 sept. 2011, n° 2011-162-QPC.....526

CORRECTIONNALISATION JUDICIAIRE

La notion de victime au sens de l'article 469, alinéa 4, du code de procédure pénale

Crim. 21 juin 2011, n° 10-85.671.....527

DÉTENTION PROVISOIRE

Délai d'appel de la décision de maintien en détention

Crim. 20 juill. 2011, n° 11-83.098.....528

DOUANE

Recevabilité de l'appel interjeté par les douanes pourtant absentes en première instance et obligation d'évocation sur les pénalités fiscales

Crim. 16 juin 2011, n° 110-86.808.....529

ENQUÊTE DE FLAGRANCE

Enquête (ou non) de flagrance et pouvoirs des agents des douanes lors des auditions

Crim. 23 mars 2011, n° 10-85.691.....530

En bref

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

Notion d'acte utile à la manifestation de la vérité

Crim. 15 févr. 2011, n° 10-87.468.....531

Exécution des peines

AMÉNAGEMENT DE PEINE

Une application du risque de renouvellement de l'infraction dans la suspension médicale de peine

Crim. 2 mars 2011, n° 10-81.070.....531

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

De l'impartialité des assesseurs de la CHAP

Crim. 2 mars 2011, n° 10-83.257.....533

PEINE

Appel des ordonnances relatives aux déplacements des probationnaires à l'étranger

Crim. 16 mars 2011, n° 10-85.885.....534

Contentieux de la confusion de peine : le condamné peut comparaître à l'audience

Crim. 30 mars 2011, n° 10-88.016.....535

PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE

Article 723-15 et élévation des seuils : de nouveaux publics à gérer

Crim. 5 janv. 2011, n° 10-84.136.....536

PRISON

La confiscation du téléviseur d'un mineur détenu est une mesure d'ordre intérieur

CAA Lyon, 19 mai 2011, n° 10LY00334.....537

ACTION CIVILE	SYNDICAT PROFESSIONNEL	
	■ Irrecevabilité	525
AMENDE FORFAITAIRE	MONTANT MINIMAL	
	■ Contrôle de constitutionnalité.....	526
ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE	PAROLES PRONONCÉES À TITRE CONFIDENTIEL	
	■ Diffusion.....	522
CORRECTIONNALISATION	PARTIE CIVILE	
	■ Exception d'incompétence	527
DÉTENTION PROVISOIRE	DÉCISION DE MAINTIEN	
	■ Délai d'appel.....	528
DOUANE	RECEVABILITÉ DE L'APPEL	
	■ Évocation.....	529
	RÉTENTION DOUANIÈRE	
	■ Notion de délit douanier flagrant	530
DROIT DES ÉTRANGERS	ÉVOLUTIONS	
Dossier	■ Délits d'aide à l'entrée, à la circulation, au séjour.....	495
Dossier	■ Incidence de l'Union européenne	502
Dossier	■ Pénalisation du droit des étrangers.....	492
Dossier	■ Schéma de la rétention administrative.....	501
DROIT PÉNAL DES AFFAIRES	RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	
Pratiques	■ Abus de pouvoir.....	512
ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	SANCTION D'INFRACTIONS SIMILAIRES	
	■ Cotisations salariales.....	521
ENQUÊTE	FLAGRANCE	
	■ Retenue douanière.....	530
Pratiques	POUVOIRS D'INVESTIGATION	
	■ L'investigation proactive	506
ESCROQUERIE	MANŒUVRES FRAUDULEUSES	
	■ Émission de chèques sans provision	523
INSTRUCTION PRÉPARATOIRE	ACTE UTILE À LA MANIFESTATION DE LA VÉRITÉ	
	■ Demande d'acte.....	531
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	COMPOSITION DE LA CHAP	
	■ Impartialité	533
PEINE	AMÉNAGEMENT	
	■ Déplacement à l'étranger	534
	■ Placement sous surveillance électronique	536
	CONFUSION	
	■ Comparution à l'audience	535
	SUSPENSION MÉDICALE	
	■ Risque de récidence	531
PRESCRIPTION	ACTION PUBLIQUE	
Arrêt du mois	■ Infraction clandestine.....	516
MINEURS DÉLINQUANTS	RÉFORME	
Actualité	■ Sanction	486
PRISON	CONFISCATION DU TÉLÉVISEUR	
	■ Mesure d'ordre intérieur.....	537
Actualité	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ	
	■ Visioconférence.....	486